

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de BOEGE

DEPARTEMENT

Séance du 12 OCTOBRE 2005

HAUTE-SAVOIE

L'an deux mille cinq et le mercredi 12 octobre à 20 heure(s) 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de:

Jean-Paul MUSARD, Maire

Présents : Présents : Mmes FORESTIER Sylvie - FRANCOIS Anne - SCHERRER Fabienne - Mrs CHARRIERE Jean-François - GINDRE Gilbert - GROBEL Didier - MAURON Jean - MUSARD Jean-Paul - SAILLET Patrick - Joël SEBILLE.

Absents excusés : Mr JALLIFFIER Johann a donné pouvoir à Mr MAURON ; Mr MEYNENT Hervé a donné procuration à Mr CHARRIERE Jean-François - Mr BOGILLOT Emmanuel - Mr CHARRIERE François - Mr HERVIER Jean-Louis absent au moment du vote

A (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s) : Madame Sylvie FORESTIER

Institution du Droit de Prémption Urbain dans le cadre du P.L.U.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

L'article L 211.1 du Code de l'Urbanisme (C.U.) offre la possibilité aux communes dotées d'un P.L.U. approuvé d'instituer un droit de prémption, sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser, telles qu'elles sont définies au P.L.U.

Ce droit de prémption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement (L 210-1 du C.U.),

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE d'INSTITUER le Droit de Prémption Urbain sur les secteurs suivants du PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du 12 octobre 2005 et tels qu'ils figurent sur le document graphique 1.2 annexé à la présente délibération :

- Zones urbaines : U
- Zones à urbaniser : AU

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture

le

et publication,

du

ou notification

du

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Page 2)

DE LA COMMUNE de BOEGE

Séance du 12 OCTOBRE 2005

- **DONNE DELEGATION** à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L 2122-17 et L 2122-19 sont applicables en la matière.
- **PRECISE** que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux :
 - o Le Messenger ;
 - o Le Dauphiné ;
- Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R 123-13-4 du Code de l'Urbanisme.
- Une copie de la délibération sera transmise :
 - o à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie ;
 - o à Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux ;
 - o à Monsieur le Président du conseil supérieur du notariat ;
 - o à la Chambre Départementale des Notaires ;
 - o au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Thonon les Bains ;
 - o au greffe du même tribunal.
- Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213.13 du Code de l'Urbanisme.

Pour copie certifiée conforme,
En Mairie de Boège,

Le Maire,

J.P. MUSARD

